

SYNDICAT MIXTE POUR L'AMENAGEMENT DE LA PLAINE DE PIERRELAYE-BESSANCOURT (SMAPP)

Comité syndical du 13 décembre 2024

SEANCE N°53

DELIBERATION DU COMITE SYNDICAL N°24-32

Objet : Ouverture de crédits par anticipation à l'adoption du Budget primitif 2025

Le comité syndical, dûment convoqué le 6 décembre 2024, s'est réuni à 16h00 en séance publique, au Conseil départemental du Val d'Oise, à Cergy-Pontoise, sous la présidence de Bernard TAILLY.

Nombre de membres : 21

Nombre de présents : 8

Nombre de votants : 13

Etaient présents :

Pour la Région Ile-de-France : Carine PELEGRIN, Céline DUMAS

Pour le Département du Val d'Oise : Philippe ROULEAU, Gérard LAMBERT-MOTTE, Véronique PELISSIER

Pour les Communes et leurs groupements : Marie-France HOFFMANN (suppléante de Pierre-Edouard EON), Bernard TAILLY, Nadine PORCHEZ

Avaient donné pouvoir :

Pour la Région Ile-de-France : Xavier MELKI (pouvoir Carine PELEGRIN)

Pour le Département du Val d'Oise : Marie-Christine CAVECCHI (pouvoir Bernard TAILLY), Céline VILLECOURT (pouvoir Gérard LAMBERT-MOTTE), Laetitia BOISSEAU (pouvoir Philippe ROULEAU)

Pour les Communes et leurs groupements : Carole FAIDHERBE (pouvoir Véronique PELISSIER)

Absents et excusés :

Pour la Région Ile-de-France : Nicole LANASPREE, Thibault HUMBERT, France-Lise VALIER, Benjamin CHKROUN

Pour le Département du Val d'Oise : Pascal BERTOLINI

Pour les Communes et leurs groupements : Laurent LINQUETTE, Jean-Christophe POULET, Michel VALLADE

LE COMITE SYNDICAL,

VU l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDÉRANT que, dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente,

CONSIDÉRANT que jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette,

CONSIDÉRANT que l'exécutif peut liquider et mandater les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement,

CONSIDÉRANT que les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, seront inscrits au budget 2025 lors de son adoption,

CONSIDÉRANT que le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'assurer la continuité budgétaire,

APRES EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE

PREND ACTE de l'ouverture par anticipation à compter de l'adoption de la présente délibération des montants de dépenses et recettes de fonctionnement dans la limite de ceux votés pour l'exercice 2024 et du montant total des crédits de paiement 2025 prévus par l'Autorisation de Programme 2018 ;

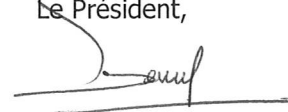
AUTORISE l'ouverture par anticipation, à compter de l'adoption de la présente délibération, des crédits de paiement en investissement dans la limite du quart des montants votés en 2024, soit au total 8 000,00 € suivant la répartition ci-après :

Chapitre	Libellé de chapitre	Montant des CP annuels votés en investissement en 2024	Limitation d'ouverture des crédits au 01/01/2025 (25% des crédits 2024)
20	Immobilisations incorporelles	5 000,00 €	1 250 00 €
21	Immobilisations corporelles	27 000,00 €	6 750,00 €
Total		32 000,00 €	8 000,00 €

AUTORISE le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement par anticipation sur l'exercice 2025 ;

DIT que cette ouverture de crédits sera reprise au budget primitif 2025, lors de son adoption.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président,

Bernard TAILLY